

Initiatives ministérielles

Je demande donc à mon collègue s'il croit que ces mesures gouvernementales sont corrigées d'une façon ou d'une autre dans le programme budgétaire du ministre des Finances et s'il croit comme moi que la revitalisation des régions rurales devrait faire essentiellement partie de tout programme économique du gouvernement fédéral, quel qu'il soit.

M. Arseneault: Je remercie le leader de sa question.

Honnêtement, si nous regardons ce qui se passe dans le Canada rural depuis quelques années, nous pouvons voir que, oui, le budget vise le Canada rural, mais de manière négative, malheureusement.

Je ne sais pas si c'est de l'incompréhension de la part du Cabinet, des députés d'en face, mais c'est devenu leur spécialité de répondre qu'il existe des programmes, que les ruraux qui ne peuvent trouver d'emploi auront droit à une petite subvention pour aller en chercher à Toronto ou à Montréal. Nous savons comment les choses ont tourné à Montréal et comment elles vont tourner à Toronto et Vancouver.

Leur petit plan est donc de disloquer le Canada rural. C'est tout à fait évident. Le plan existe depuis longtemps.

Nous les voyons appliquer des compressions à VIA Rail, à Radio-Canada. Ils ne se soucient pas des régions. Ils décrètent des restrictions, sans penser aux conséquences. Nous voyons Marine Atlantic mettre des gens à pied, nous voyons s'appliquer la TPS. Les régions rurales sont indissociables du Canada auquel elles confèrent un caractère distinctif. C'est un élément que tout gouvernement, quel qu'il soit, doit tenir pour essentiel. Il faut que le gouvernement prenne soin des régions rurales. C'est une nécessité absolue.

Pensons à ce qui se passe dans le secteur des pêches sur la côte est, mais pas seulement là. Nous avons beaucoup entendu parler de la côte est, mais de la côte ouest aussi où il y a des problèmes.

Qu'est-ce qui ne va pas en agriculture? Il n'y a plus de familles d'agriculteurs. Les gens quittent les fermes. Pourquoi? Il faut préserver ces traditions. C'est ce qui fait le Canada. C'est ce qui nous gardera unis, distincts. Il n'y a rien de mal à être différents. Mais il y a un malaise. Les populations rurales se sentent négligées.

Pour ce qui est des bureaux de poste ruraux, le service n'a peut-être pas changé. Je ne vais pas discuter avec le gouvernement, car il a son point de vue et j'ai le mien. Les gens veulent aller au bureau de poste local, rencontrer leurs amis et bavarder un peu. Ils aiment voir le drapeau canadien flotter ici et là dans leur coin de pays. La Société des postes, même si elle reste un service public, présente le visage d'une entreprise commerciale. Qu'est-ce que le symbole du Canada a de répréhensible?

Nous traversons une crise d'identité. Nous refusons de proclamer notre fierté d'être Canadiens. Pour aviver cette fierté, il faut se rappeler ce qui fait que nous sommes véritablement des Canadiens. Il faut retourner aux sources. Il faut décider, en voyant les régions rurales se désagréger, de les reconstituer, de rétablir les programmes d'aide. Il ne s'agit pas nécessairement de régler le problème à coup d'argent. Il y a un problème structurel à régler.

Je suppose que chacun aurait sa façon de s'y prendre, mais il faut s'arrêter et décider comment aider les régions rurales à prospérer, leur redonner un dynamisme parce qu'elles sont aux prises avec un problème grave que nous réussissons mal à résoudre.

M. Ross Harvey (Edmonton-Est): Monsieur le Président, pour ceux qui suivront peut-être nos travaux ce soir à la télévision, je pense qu'il serait bon de préciser que le débat porte sur une question très concrète. Nous discutons actuellement d'un projet de loi dans lequel le gouvernement demande l'autorisation d'emprunter 26 milliards de dollars pour permettre à l'appareil gouvernemental de continuer de fonctionner durant le prochain exercice financier. Le gouvernement estime que c'est la somme qu'il lui faudra pour combler la différence entre les dépenses qu'il propose d'engager et ce qu'il s'attend à percevoir sous forme de recettes fiscales et autres.

Ce soir, nous étudions donc en troisième lecture le projet de loi qui autorisera l'emprunt de ces 26 milliards de dollars. J'aimerais simplement expliquer très brièvement pourquoi, à titre de député d'Edmonton-Est, je ne peux appuyer cette demande et, partant, voter en faveur du projet de loi.